

4ème Direction

Administration Communale
et Environnement

A R R E T E

4ème Bureau

N° 35/1975

2ème Classe

Poste : 33.42

VU la loi du 19 Décembre 1917, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

VU le décret n° 64-303 du 1er Avril 1964, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et notamment son article 12,

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953, portant réglementation et nomenclature des établissements précités,

VU la demande présentée par la Société Anonyme " ORTHO CHEVRON
CHEMICAL COMPANY ", dont le siège social est 12, avenue George V
75008 PARIS,

en vue d'être autorisé à installer dans son usine de PORT-DE-BOUC,
divers équipements destinés à la lutte contre les pollutions causées
par le fonctionnement de cet établissement et

rangé dans la deuxième classe des établissements dangereux,
insalubres ou incommodes,

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 Juin 1976
prolongeant pour une durée de deux mois, le délai de trois mois
prévu par la loi qui expirait le 12 Juin 1976,

CONSIDERANT que les informations supplémentaires destinées
à permettre de prendre une décision en parfaite connaissance de cause
au sujet de l'affaire ci-dessus visée, n'ont pu être totalement
rassemblées,

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'un nouveau délai est
nécessaire,

SUR la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er.

Le délai d'instruction de l'affaire susvisée, qui devait
expirer le 12 Août 1976, est prolongé pour une durée
de deux mois.

.../...

ARTICLE 2.

Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'AIX-en-PROVENCE, le Maire de PORT-DE-BONNE, Député des Bouches-du-Rhône, l'Ingénieur en Chef des Mines

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire sera en outre, chargé de son affichage dans les lieux accoutumés.

MARSEILLE, le 10 JUIN 1976

G. LUSSIERE



COPIE CONFORME
CH. de Bureau,

Mathilde FERRERO